

A l'école d'Emmanuel Macron

MARIE-CHRISTINE CORBIER ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=7371](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=7371)) | Le 04/07 à 19:53



L'école élémentaire Oran-Constantine de Calais, classée en éducation prioritaire renforcée (REP +), accueille quatre classes de CP. Elle est depuis six ans l'un des terrains de prédilection d'Agir pour l'école... - Marie-Christine Corbier

A Calais, l'école primaire telle que la conçoivent le président, Emmanuel Macron, et le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, existe déjà. Voyage au cœur d'une « expérimentation » destinée à devenir un modèle pour d'autres.

« Les tablettes, c'était trop bien ! » lance Sam. « C'était comme un jeu », ajoute Kalvyn. « Et pourtant, ces élèves de CP sont bien en train d'apprendre, observe Christophe Gomes, directeur adjoint d'Agir pour l'école. C'est donc que le pari est gagné. » « L'ambition » de cette association est de « trouver des solutions contre l'échec et les inégalités scolaires ». Elle a été créée en 2010 par l'Institut Montaigne, un think tank libéral... qui inspire Emmanuel Macron.

Nous sommes à l'école élémentaire Oran-Constantine de Calais. Dans ce quartier de béton gris du Fort-Nieulay, décrit par les travailleurs sociaux comme « *l'un des plus pauvres de France* », vivent environ 7.000 personnes. Devant l'école se dressent des tours très dégradées datant du milieu des années 1960. « *Ici, on est chômeur de génération en génération*, témoigne un acteur très impliqué dans la vie locale. *Les familles, souvent nombreuses, souvent monoparentales, vivent avec trois francs six sous, de système D et de petits trafics qui relèvent plus d'une stratégie de survie que de la délinquance.* »

L'école, classée en éducation prioritaire renforcée (REP +), accueille quatre classes de CP. Elle est depuis six ans l'un des terrains de prédilection d'Agir pour l'école... dont le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, était encore il y a peu membre du comité directeur. L'association y pratique une méthode inspirée du programme « PARLER », objet, en 2013, d'un rapport très critique de l'Inspection générale de l'Education nationale, considérant que « *les classes ne sont pas des laboratoires [et que] les élèves ne peuvent être réduits à un statut de cobayes* ». Elle a investi 10 millions d'euros, issus de soutiens publics (Investissements d'avenir, Fonds d'expérimentation pour la jeunesse, projets de La France s'engage) et surtout privés (fondations Bettencourt, HSBC, entreprises Dassault, AXA ou encore Eurazeo). « *Calais est notre territoire le plus ancien et le plus intéressant* », confie Christophe Gomes.

Ici, les élèves apprennent à lire à partir d'une méthode développée aux Etats-Unis il y a vingt ans et enrichie des apports des neurosciences. Celles-ci s'appuient sur ce que l'on connaît du fonctionnement du cerveau pour mettre au point des méthodes d'apprentissage, ce qui fait bondir certains syndicats. En plongeant au coeur de l'école Oran-Constantine, on comprend cette « *forme de nouvelle étape pédagogique* » que le ministre appelle de ses vœux, pour s'attaquer à « *la racine* » du mal en matière d'échec scolaire.

Cinquante mots par minute

En ce début de matinée, Catherine Papouin mène un exercice de « pré-fluence », au cours duquel les élèves lisent des phrases, mais pas encore des textes riches. Tout se mesure en « MCL » - mots correctement lus - par minute. L'enseignante pratique d'ailleurs la méthode chronomètre en main. « *Le début d'une bonne fluence est de 50 mots minute* », précise Christophe Gomes. Sam a une minute pour lire un texte. Il n'aura finalement besoin que de 47 secondes. La professionnelle prend chaque jour les élèves en petits groupes de quatre à cinq pour une séance de lecture d'une demi-heure. Pendant ce temps, les trois autres groupes de niveau travaillent « *en autonomie* ». Dans la journée, les élèves les plus faibles feront une séance supplémentaire de 30 à 45 minutes face à une tablette. Une application reprend la méthode papier fournie à l'enseignant. Les tablettes sont dotées d'applications

de pointe, intégrant les dernières avancées en matière de reconnaissance vocale. Les élèves de CP les testent depuis novembre. Casque sur les oreilles, équipés d'un micro directionnel, Léona, Tiffany et Enzo répètent, dans un joyeux méli-mélo, des « cha-lut », « pa-lais », « ba-lai » et autres « lai-ne » : ils décodent des mots, sous la surveillance d'une assistante pédagogique. Chacun a des exercices propres à son niveau, ce qui permet d'individualiser l'apprentissage.

« Bravo !!! » Tout à coup, un écran bordé d'étoiles multicolores et d'émoticônes apparaît : Léona a franchi l'étape 1 de sa séance. Une autre série d'une trentaine de petites syllabes et de mots à lire s'affiche. Pour valider un chapitre, chaque élève doit prononcer deux séries de 90 syllabes, soit 180 répétitions par séance. Celui ou celle qui ne valide pas sa « page » fera quinze répétitions supplémentaires.

Le « défi des 35 heures »

« L'intensité d'apprentissage n'a rien à voir avec une classe ordinaire, où l'élève lit deux à trois minutes avant qu'un autre ne soit interrogé », se félicitent les promoteurs de la méthode. « Avec l'aide de la tablette, l'enfant le plus rapide a appris à lire en six semaines et le plus lent a mis trois mois, se réjouit le délégué général d'Agir pour l'école, Laurent Cros. Avec une méthode classique, cet élève lent aurait quitté le CP en lisant mot à mot. Il ferait partie des 20 % d'enfants qui quittent le CM2 sans avoir acquis les bases. » « La France ne sait pas gérer la difficulté scolaire, appuie l'ancien recteur Christian Forestier, conseiller d'Agir pour l'école. Or on sait que certaines méthodes ne fonctionnent pas. »

L'apprentissage de la lecture se fait en trois étapes. La première est la phonologie. Elle doit permettre à l'élève de reconnaître des sons dans les mots. Ce premier module est destiné à être transféré en maternelle. L'association vient d'ailleurs de démarrer une nouvelle expérimentation en ce sens. L'initiative fait écho à cette « école du langage » que veut bâtir Jean-Michel Blanquer. Le deuxième module porte sur le « code » et correspond globalement au CP : les élèves apprennent à lire des « *pimulo* », « *pamulo* » et « *lenomo* », des « non-mots » destinés à les entraîner au décodage. Le troisième module vise la « fluence » - ou vitesse de lecture - et peut être achevé en CE1. Ces trois modules sont conçus pour être acquis en 35 heures, répartis entre la grande section de maternelle et le CE1. Ce « défi des 35 heures » s'appuie sur les travaux des chercheurs Alice Bougnères et Bruno Suchaut, qui déplorent « le temps trop réduit consacré à l'apprentissage de la lecture ».

D'après **Bruno Suchaut**

http://www.cafepedagogique.net/lesdossiers/Pages/2015/2015_1_BSuchautTempsappren

, dans les écoles, seulement 2 % du temps de l'élève de CP est dédié à cet apprentissage.

Le **dédoublement**

https://www.lesechos.fr/13/01/2017/lesechos.fr/0211690872408_education-prioritaire--emmanuel-macron-veut-creer-12-000-postes-d-enseignants-pour-les-cp-et-ce1.htm

des classes de CP, promis par Emmanuel Macron, doit faciliter l'obtention de ces 35 heures.

A Calais, l'association a pu réaliser ce nombre d'heures grâce aux tablettes. Elle envisage à la rentrée prochaine de les installer non plus en salle des maîtres, mais dans les classes. Et d'élargir l'expérimentation de quatre à quinze classes - cinq à Calais, cinq à Marseille et cinq à Villeneuve-la-Garenne. Pendant qu'un petit groupe d'élèves sera en séance de lecture sur tablette, l'enseignant travaillera avec les élèves, qui étaient jusqu'ici seuls face à leurs fiches d'exercice. On sent poindre la critique du « *remplacement des enseignants par des machines, comme pour des caissières de supermarché* ». Les « *répétiteurs infatigables* » que sont les tablettes vont permettre aux enseignants de « *déléguer des tâches de répétition, mécaniques et fastidieuses* », se défend Agir pour l'école. En expliquant que « *l'enseignant n'a qu'une tête et deux bras et qu'en une demi-heure de séance de lecture, avec un groupe de cinq élèves, chacun ne lira que six minutes en moyenne* », alors qu'il faut « *quinze minutes par jour* » pour apprendre à lire. « *De toute façon, la machine ne peut pas nous remplacer*, lâche, confiante, Karine Pouilly, enseignante de CP. *Si l'élève lit "guirafe" au lieu de "girafe", la machine lui signalera une erreur, mais il faudra bien un enseignant pour lui expliquer pourquoi.* » « *On n'est pas des moutons !* renchérit Catherine Papouin. *Quand quelque chose ne fonctionne pas dans la méthode, l'association nous écoute et la fait évoluer. Je ne changerai plus de méthode : les élèves sont mieux, ils sont dans leur groupe de besoins et ne sont pas en échec.* »

La « liberté pédagogique » en débat

Selon la directrice de l'école, Sophie Paque, « *les réticences qui avaient surgi naturellement au démarrage de la méthode il y a six ans* » ont laissé place à la bienveillance. « *Cette méthode forme des élèves lecteurs, assure-t-elle. Nos élèves testés cette année ont la même fluence de lecture que la moyenne nationale, alors qu'ils avaient été évalués comme les plus faibles de France. Et la plupart ont atteint cette moyenne nationale sans redoubler.* » Il reste toutefois, poursuit-elle, des progrès à faire « *sur la compréhension* », qu'elle voit comme « *une deuxième étape.* » L'inspecteur de l'Education nationale Michel Deneuille évoque, lui aussi, des « *manques en compréhension* », tout en soulignant des résultats « *bien meilleurs en "fluence"* ». « *En six ans, il y a parfois eu des frictions*, reconnaît-il. *Mais je ne regrette pas cet investissement.* » Il relève bien quelques bémols : « *La méthode demande du temps et un investissement important : il n'est pas certain que les choses prendraient aussi bien dans d'autres écoles.* » Quant aux matières comme l'éveil artistique, la découverte du monde ou les sciences, qui « *peuvent pâtir* » de l'investissement important réalisé sur la lecture, « *il y a des choix à faire* », concède-t-il.

De son côté, Agir pour l'école planche sur de nouvelles applications : vocabulaire, orthographe, expression écrite et compréhension. « *A l'issue du CE1, on veut amener les élèves en difficulté à la moyenne nationale sur toutes les compétences du français* », annonce Laurent Cros. « *On peut espérer passer de 20 à 10 % d'échec scolaire lourd d'ici à 2022* », prédit Christian Forestier. Ce serait le « *sursaut en matière d'éducation* » qu'Emmanuel Macron appelait de ses vœux **durant la campagne électorale** (https://www.lesechos.fr/13/01/2017/lesechos.fr/0211690872408_education-prioritaire--emmanuel-macron-veut-creer-12-000-postes-d-enseignants-pour-les-cp-et-ce1.htm) . Il jugeait alors que la France pouvait « *rattraper [son] retard en dix ans* ». Mais, dans les faits, la diffusion de telles méthodes à grande échelle risque de se heurter à un débat, vif, sur « la liberté pédagogique » des enseignants, inscrite dans **une loi de 2005** (<http://www.education.gouv.fr/bo/2005/18/MENX0400282L.htm>) par... François Fillon, et que les syndicats n'hésiteront pas à revendiquer comme un acquis social.

Marie-Christine Corbier

@mccorbier (<https://twitter.com/mccorbier>)

Suivre